

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 30/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PPG ARCHITECTURAL

1 rue de l'Union
CS 10055 - TSA63505
92500 Rueil-Malmaison

Références : 2025-442
Code AIOT : 0005401097

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement PPG ARCHITECTURAL implanté 23 Voie Romaine Zone Industrielle du Layer 21110 Genlis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de contrôle. L'exploitant prévoit de cesser son activité le 30/06/2026. En vue de l'actualité concernant la cessation d'activité, l'inspection s'est intéressée à la thématique des rejets aqueux, des cuves enterrées et de sa situation administrative. Le référentiel de cette inspection est l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/08/2010.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PPG ARCHITECTURAL
- 23 Voie Romaine Zone Industrielle du Layer 21110 Genlis
- Code AIOT : 0005401097
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

PPG Genlis, est spécialisée dans la confection de peintures et revêtements dédiés au secteur du BTP.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	PLAN DES RÉSEAUX	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 4.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	IDENTIFICATION DES EFFLUENTS	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	
5	ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique ICPE	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 1.2.1	Sans objet
2	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 4.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a arrêté une partie de son activité de peinture. Actuellement, 60% de cette activité est arrêtée. L'inspection a constaté sur le terrain que les machines n'étaient pas en fonctionnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE
Prescription contrôlée : ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA

NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Tableau non reproductible.

Constats :

Les décrets n° 2014-285 du 03 mars 2014 et n° 2017-1595 du 21/11/2017 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et suivant sont venus modifier et faire évoluer le classement ICPE de l'établissement par rapport à l'arrêté préfectoral du 11 août 2010.

En effet, l'ancienne rubrique nommée 2640-2-b, concernant la fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels, a été modifiée par le décret du 21/11/2017. Désormais, l'exploitant dépend de la rubrique 2640-1 qui est son équivalent. Etant donné que la quantité de matières fabriquées ou utilisées reste supérieure à 2 tonnes, l'exploitant reste sous le régime d'autorisation par cette rubrique.

L'ancienne rubrique 1173-2, concernant le stockage et l'emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement, correspond aux rubriques 4510 et 4511.

A titre d'information, l'exploitant a indiqué avoir une consommation journalière de 27 à 28 tonnes de substances correspondant à la rubrique 4510, ainsi que 4 tonnes en moyenne par jour pour la rubrique 4511. Initialement, l'exploitant est autorisé à stocker 216 tonnes de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement .

Les anciennes rubriques 1432-2-A et 1433-A visant le stockage de liquides inflammables, permettent d'autoriser l'exploitant au stockage respectif de 3 549 m² et 65,4 tonnes. Ces rubriques correspondent désormais à la rubrique 4331 visant les liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3.

A titre d'information, l'exploitant a indiqué avoir une consommation journalière de 15 tonnes.

L'exploitant a indiqué que 60% de son activité liée à la peinture était à l'arrêt. Les quantités initialement autorisées sont supérieures à la quantité réelle sur site.

Le site PPG Architectural reste sous le régime de l'autorisation. En vue du contexte de la société PPG Architectural, il n'est pas proposé de mettre à jour les rubriques de son arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 4.2.1
Thème(s) : Autre, DISPOSITIONS GÉNÉRALES
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l' 4.3.1 ou non conforme à leurs dispositions est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.
Constats : L'exploitant a indiqué que les effluents aqueux d'eau de pluie et de voiries sont canalisés. Les eaux de pluie de toitures sont directement rejetées dans le milieu naturel. Les eaux effluents de voiries passent dans un séparateur d'hydrocarbures avant le déversement dans le milieu naturel. Les eaux de process sont évacuées du site pour incinération.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PLAN DES RÉSEAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Autre, PLAN DES RÉSEAUX
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

<p>Constats :</p> <p>Par mail le 03/09/2025, l'inspection a demandé le plan des réseaux. L'exploitant a présenté le schéma des réseaux.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le schéma des réseaux d'eau. Celui-ci comprend le réseau d'eaux rejetées par la voirie et par les toitures.</p> <p>Le schéma présenté le jour de l'inspection n'est pas à jour car il ne prend pas en compte le réservoir (nommé par l'exploitant turbosider).</p> <p><u>Non conformité</u></p> <p>Le schéma présenté lors de l'inspection n'est pas tenu à jour et ne présente pas l'ensemble des éléments prescrits par l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 4.3.1
Thème(s) : Autre, IDENTIFICATION DES EFFLUENTS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Toutes les eaux usées rejoignent ensuite le réseau d'assainissement de la station d'épuration de Genlis. Les eaux pluviales de toitures sont directement rejetées au milieu naturel. Les eaux pluviales de voiries sont dirigées vers un bassin de confinement puis dans un séparateur à hydrocarbures puis rejetées au milieu naturel. En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont dirigées vers le bassin de confinement. Après analyse, elles sont soit traitées hors du site, soit orientées vers le séparateur à hydrocarbures.</p> <p>Et</p> <p><u>L'Article L541-7-1 du Code de l'environnement</u></p> <p>Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont</p>

contaminés par certaines d'entre elles.

Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu de fournir les informations nécessaires à leur traitement lorsque les déchets sont transférés à des fins de traitement à un tiers.

Le présent article n'est pas applicable aux ménages.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'à la suite de non conformité persistante sur les rejets en eaux, il envoie en incinération ses eaux de production. Elles sont stockées dans la zone de déchets avant leur évacuation pour traitement.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que le code déchet prévu sur les eaux de process est 08 01 20.

Demande de justificatif :

L'exploitant justifiera de la caractérisation de ses déchets d'eau de process.

Les eaux pluviales de voiries sont dirigées vers un turbosider (réservoir de confinement), puis elles sont envoyées au séparateur des hydrocarbures avant d'être rejetées au milieu naturel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 7.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Prescription contrôlée :

La rétention des bâtiments est conçue par îlots.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les rétentions extérieures sont vérifiées tous les deux mois.

Un contrôle visuel de toutes les canalisations a lieu chaque année et doit être tracé dans un registre. Celles-ci sont clairement identifiées sur le site et le plan mis à jour régulièrement. Des

regards techniques doivent permettre un contrôle visuel de l'intégrité physique des cuves enterrées. Les matières incompatibles sont stockées séparément sur rétentions séparées. Toutes les cuves enterrées sont munies de parois double enveloppe.

Constats :

Lors de la visite terrain, l'exploitant a indiqué que les cuves enterrées étaient en doubles enveloppes et vides.

L'inspection a pu constater dans le bâtiment D01 que :

- l'activité de création de peinture n'était plus active ;
- l'activité de conditionnement est toujours en fonctionnement.

L'exploitant a indiqué que dans la salle de stockage additif UA1, les cuves contenant les préparations de matières premières étaient vides du fait de l'arrêt de l'activité de la ligne de création de peinture. Les cuves aériennes sont disposées dans une même et unique rétention, alors qu'il y a la présence de soude (Base forte) et d'Acticide ICB (acide) qui sont des substances incompatibles.

Demande de justificatif :

L'exploitant indiquera les dispositions prises pour éviter la présence de produits incompatibles au sein d'une même rétention ; si la disposition retenue pour cela est le non-usage des cuves, il justifiera leur vidange, nettoyage et dégazage et les mesures techniques/organisationnelles retenues pour éviter tout nouveau remplissage.

L'inspection a remarqué dans la zone de stockage des déchets, des fissures présentes sur l'aire de rétention de la zone de déchets

Demande de justificatif :

L'exploitant justifiera que la zone de rétention est toujours étanche pour les produits qu'elle accueille. Dans le cas contraire, il prendra les mesures nécessaires pour que les déchets soient stockés sur des rétentions étanches.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois